

Universités : attention danger !

Engagé pour la défense d'une université publique au service de sa jeunesse et de son territoire, le Président d'Avignon Université soutient pleinement l'action inédite initiée par France Universités, qui rassemble les dirigeants des universités et établissements d'enseignement supérieur et de recherche, auprès du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Ce jeudi 21 novembre 2024, les Présidentes et Présidents ont en effet alerté le Ministre sur la situation financière intenable des universités, conséquence des mesures salariales nationales prises par l'État sans qu'elles ne soient compensées. Ils lui ont exprimé tout à la fois leur crainte et leur colère.

Ces mesures salariales ont représenté, pour Avignon Université, une charge supplémentaire de plus d'1 million d'euros en 2024. Le Ministre s'est engagé, devant les Présidentes et Présidents, à renoncer à prélever 1 % supplémentaire sur les budgets 2025 des établissements pour créer un fonds de solidarité. Mais si le Gouvernement confirme son intention d'augmenter, sans compensation, le Compte d'Affectation Spéciale (CAS) pension – destiné au recouvrement et à la gestion financière du régime des retraites de l'État – c'est un nouveau surcoût estimé à presque 820.000 euros qu'il va prélever sur le budget 2025 de notre établissement.

Avignon Université joue un rôle majeur en faveur de la jeunesse et du dynamisme économique de son territoire. Ces dernières années, elle a développé une offre de formation qui conduit ses étudiants à la réussite et à l'insertion professionnelle avec des taux d'insertion supérieurs à 92% après une licence professionnelle ou un Master. Elle a soutenu une recherche fortement connectée à son environnement socio-économique avec une recherche partenariale dont le chiffre d'affaires a triplé en quelques années. Elle a porté des projets structurants pour les écosystèmes et contribue, de façon déterminante, à la vitalité économique et culturelle de son territoire.

Cette dynamique s'est déployée malgré les économies drastiques qu'elle a dû s'imposer pour financer des mesures gouvernementales non compensées. Aujourd'hui, Avignon Université n'est plus en mesure de supporter les économies supplémentaires susceptibles de couvrir la nouvelle baisse des financements publics. Si cette baisse se confirmait, la dynamique engagée ne pourrait pas être maintenue et l'établissement serait contraint de fermer des formations et de renoncer à des projets déterminants pour l'avenir de ses étudiants et de son territoire.

Fermer les portes de l'enseignement supérieur à une partie de la jeunesse et réduire notre capacité d'innovation n'est pas une économie. C'est une dette économique et sociale qu'il nous faudra régler dans les années à venir.

Les Présidentes et Présidents ont prévenu le Ministre : le Gouvernement doit aujourd'hui assumer les décisions qu'il prend.